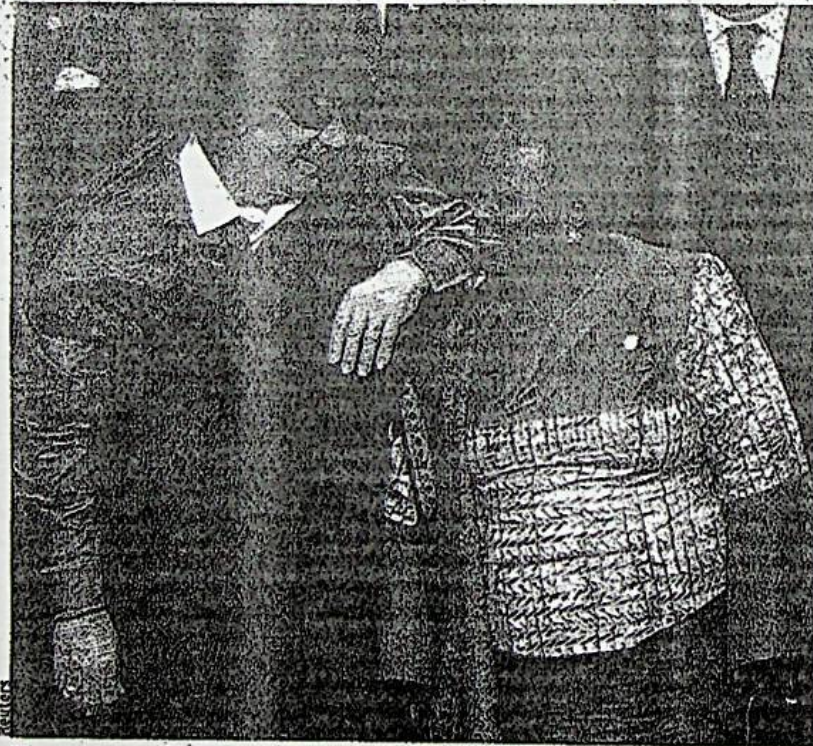


# Le Kadhafi Tour, de Lisbonne à Paris

« Les critiques? Parlons-en des critiques! » C'est un Nicolas Sarkozy visiblement dopé par la polémique suscitée en France par la visite officielle du colonel Kadhafi qui est apparu hier, à Lisbonne, où se tient ce week-end le deuxième sommet Union européenne-Afrique. Le président de la République française - qui avait déjà pris un malin plaisir à accueillir dès l'ouverture des travaux le dirigeant libyen par une poignée de main ostensible et ces mots très explicites: « Je suis très heureux de vous recevoir lundi à Paris » - a continué toute la journée sur le même registre. Et pour cause. C'est sur invitation du chef de l'Etat français, qui s'était lui-même rendu en Libye le 25 juillet dernier après la libération des infirmières bulgares, que le sulfureux leader libyen entamera demain une visite de cinq jours en France.

Hier soir, devant les journalistes français et étrangers venus nombreux l'interroger sur cette venue, Nicolas Sarkozy a donc maintenu pied à pied sa ligne. « Si nous n'accueillons pas les pays qui prennent le chemin de la respectabilité, que devrions-nous dire à ceux qui prennent le chemin inverse! J'observe que tous les chefs d'Etat et de gouvernement qui ont fait avant moi le voyage en Libye sont allés là-bas alors même que les infirmières bulgares étaient en prison. Moi j'avais posé un postulat: je n'irais en Libye que lorsqu'elles seraient libérées. C'est ce que j'ai fait. »

La défense se veut implacable. Mais tiendra-t-elle longtemps face aux déclarations tonitrueuses du fantasme colonel? Avant même d'avoir mis un pied sur le sol français, le guide de la Jamahiriya libyenne, a déjà mis le feu aux poudres.



Mouammar Kadhafi avec la Tanzanienne Gertrude Mongella, présidente du Parlement panafricain, hier au sommet UE-Afrique à Lisbonne.

Vendredi à Lisbonne, devant une assemblée de quatre cents étudiants, il a ainsi légitimé le terrorisme estimant « normal que les faibles aient recours au terrorisme » face aux « superpuissances ». Interrogé à ce sujet, Nicolas Sarkozy a évité le débat: « Je n'ai rien à dire à cela. Le colonel Kadhafi a sa personnalité, son tem-

pérament. Il dit ce qu'il veut. Je dis ce que je veux. » Un point de vue très éloigné de celui de François Hollande: « Accueillir Kadhafi, le recevoir avec égard à l'Elysée, lui assurer la gratitude de la France pour la libération d'infirmières injustement détenues en Libye, c'est fermer les yeux devant la réalité du régime

Kadhafi qui s'est compromis avec le terrorisme hier et le justifie aujourd'hui », a martelé le patron du PS. Quelques heures auparavant, c'était Ségolène Royal qui avait qualifié de « choquante » la venue de Kadhafi. « On sait dans quelles conditions les infirmières ont été torturées. Ça ne s'est pas fait à l'insu de Kadhafi », s'indignait l'ancienne candidate à l'élection présidentielle. Même condamnation chez François Bayrou, le Président du MoDem, pour qui « cette visite est indigne de la France et indigne pour la France ». « On n'invite pas un grand terroriste et un preneur d'otages international », avait de son côté lancé le philosophe Bernard-Henri Lévy.

## « La peine de mort, les prisonniers politiques et les nombreux disparus »

Même à l'UMP, où l'on serre pourtant les rangs derrière Nicolas Sarkozy, certaines voix discordantes se font aujourd'hui entendre. Comme celle du député de la Drôme, Hervé Mariton, qui s'indigne de la visite de Kadhafi à l'Assemblée nationale prévue mardi: « Que l'exécutif français reçoive le colonel Kadhafi, cela ne m'enthousiasme pas mais je l'admets. Mais cette visite à l'Assemblée me semble inutile et inopportune. Quel sens cela a-t-il? Si c'est pour lui faire profiter des fastes de la République française, il y a d'autres endroits pour cela! » Selon le parlementaire villepiniste, il ne serait pas le seul représentant de la majorité à s'indigner de cette visite. « Cela transcende les partis, les courants », affirme-t-il. Les socialistes Jean-Marc Ayrault, Didier Migault et Pierre Moscovic ont d'ailleurs prévu de boycotter la cérémonie.

Campant sur ces positions, Sarkozy

assénait encore hier: « Moi j'espère que des contrats seront signés la semaine prochaine à Paris avec la Libye. Et s'ils sont signés, ils le seront sans que nous ayons reculé d'un centimètre sur les convictions qui sont les nôtres. N'est-ce pas cela qui compte avant tout? » Selon le fils du leader libyen, Seif el-Islam Kadhafi, la Libye serait en effet prête à mettre de l'argent sur la table. Beaucoup d'argent (*lire ci-dessous*).

Mais c'est justement cette réalpolitik à la française qui passe mal. « Aucune signature de contrats commerciaux ne peut légitimer un tel aveuglement de la part de Nicolas Sarkozy », a martelé François Hollande. Un point de vue partagé par Amnesty international pour qui « les relations que le président de la République française compte consolider avec la Libye ne doivent pas occulter les violations graves des droits humains qui persistent dans ce pays ». Du côté de Human Rights Watch, on restait plus prudent: « Nous ne condamnons pas cette visite, explique Jean-Marie Fardeau, représentant de l'organisation en France. Mais nous attendons que les autorités françaises évoquent certains problèmes, et notamment ceux de la peine de mort, des prisonniers politiques et des nombreux disparus. »

Le président français le fera-t-il? Il semble en tout cas se plaire à polémiquer ainsi avec ses adversaires: « Ces critiques m'intéressent... Hier, j'étais pour certains l'homme du lobby juif. Aujourd'hui, je suis pour d'autres l'homme du lobby arabe... Disons-le tout net, si je n'avais pas parlé à M. Kadhafi, les infirmières bulgares seraient encore en prison. »

Antoine Malo et Virginie Le Guay (à Lisbonne)

Pierre Moscovici. Le président PS de la Commission parlementaire sur la libération des infirmières bulgares

## « Un vrai malaise »

Kadhafi a semblé justifier hier à Lisbonne le recours au terrorisme international. Est-ce que cela doit remettre en cause sa venue à Paris ?

Si j'avais été président de la République, je n'aurais pas souhaité la visite du colonel Kadhafi en France. Cette déclaration ne fait que confirmer ma réticence. N'allez pas croire pour autant que je sois un idéaliste ou un pacifiste béat, je sais aussi ce qu'est la réalité, mais la diplomatie doit reposer sur des principes. On doit ainsi exiger de Kadhafi la démocratie à l'intérieur de son pays, le respect des droits de l'homme et une condamnation du terrorisme qui ne soit pas ambiguë ou à géométrie variable ; or, sa récente déclaration est plus que préoccupante. En le recevant, la France, premier pays occidental à le faire, le dédouane un peu rapidement des comportements passés, présents et peut-être à venir. Cette visite, c'est l'hommage de la vertu au vice qui, au total, laisse un vrai malaise.

Qu'attend, selon vous, Kadhafi de sa visite en France ?

En libérant les infirmières bulgares et le médecin d'origine palestinienne, le colonel Kadhafi avait finalement comme objectif de venir à Paris en visite officielle. Si la motivation financière existait - on a indemnisé les familles -, elle n'était pas principale. Il semble qu'il n'y ait pas eu de versement de rançon. Ce qu'il voulait, c'est obtenir la consécration d'un pays membre, permanent du Conseil de sécurité. C'est fait ! Et Nicolas Sarkozy, avec cette visite, tourne le dos à sa campagne présidentielle : hier, il insistait beaucoup sur les droits de l'homme et sur l'éthique ; aujourd'hui, il est passé non seulement au réalisme, mais à l'hyper-réalisme, voire au cynisme. A long terme, c'est dangereux car une politique sans réalisme, c'est une politique qui ne fonctionne pas, et une politique sans principes, c'est une politique qui échoue. Je ne suis donc pas pour que l'on déploie le tapis rouge sous les pieds de ce monsieur.



Pierre Moscovici.

Est-ce une des conclusions de vos travaux à la commission ?

En effet, je suis encore sous le coup des auditions des infirmières et du médecin. Des témoignages très brutaux, très durs, sur les tortures dans les prisons libyennes. Ils nous ont dit qu'ils avaient « vécu l'enfer sur terre » pendant les huit ans et demi de leur détention, alors que leur innocence était connue et reconnue par tous. Sauf par les autorités libyennes. Certes, ils ont été graciés et extradés,

mais leur jugement de culpabilité n'a pas été revu. Il serait souhaitable que Nicolas Sarkozy le demande à son hôte, mais je ne me fais pas beaucoup d'illusions car le Président pratique une diplomatie de complaisance. Entre les félicitations à Poutine, les embrassades à Chavez, l'accueil à Kadhafi, Nicolas Sarkozy se choisit de nouveaux amis bien embarrassants.

Que cherche, selon vous, Nicolas Sarkozy avec Kadhafi ?

Je pense que sa préoccupation humanitaire était sincère, qu'il a voulu réellement la libération des soignants, mais qu'il souhaitait aussi étendre l'influence française dans cette partie de la Méditerranée. En outre, la dimension économique de ce rapprochement n'est pas négligeable. Tous les industriels que nous avons auditionnés ont reconnu que la libération des infirmières et du médecin, puis les relations qui se sont nouées entre la France et la Libye ont été un accélérateur puissant de contrats militaires et de perspectives de contrats nucléaires. Mais en ces domaines, la sagesse commande d'être vigilant et de s'assurer qu'on a affaire à un régime sûr. La logique commerciale ne doit pas se substituer à

une vision stratégique.

Où en êtes-vous de vos travaux à la commission d'enquête, le témoignage de Cécilia Sarkozy aurait-il été nécessaire ?

Nous sommes sur le point de conclure nos auditions avec, notamment cette semaine, celle de Claude Guéant. Quant à Cécilia Sarkozy, il nous est apparu, au fil de nos auditions, qu'elle avait joué un rôle très important, plus important que je ne le pensais moi-même. C'est elle qui, dans un entretien en tête à tête, a obtenu du colonel Kadhafi l'annonce de la libération des soignants. Son témoignage aurait donc été plus qu'utile, d'autant qu'il n'y a aucune raison juridique pour qu'elle ne soit pas auditionnée. Mais l'UMP a refusé de permettre sa convocation. C'est dommage, d'autant que le travail de notre commission est extrêmement constructif et exemplaire de ce que doit être, dans une grande démocratie, le contrôle du législatif sur l'exécutif. En revanche, malgré la séparation des pouvoirs, il n'est pas exclu que nous rencontrions Nicolas Sarkozy, personnage central de cette affaire.

Interview

Florence Muracciole

## Patrick Ollier : « Rien à lui reprocher »

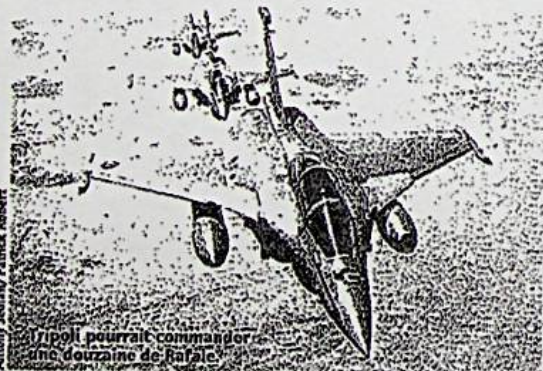
Ancien président de l'Assemblée nationale, le député Patrick Ollier est, depuis 2004, président du groupe parlementaire d'amitié franco-libyen. A ce titre, il a rencontré à plusieurs reprises le colonel Kadhafi. Pour le JDD, il en dresse le portrait.

« Le colonel Kadhafi, un homme surprenant. Quand vous lui parlez, vous avez l'impression qu'il est ailleurs mais, en réalité, il vous écoute et possède des capacités d'analyse et de décision qui sont stupéfiantes. Contrairement à ce que l'on croit, ce n'est pas un personnage fantasmagorique. Il y a toute une mise en scène autour de lui qui occulte sa vraie personnalité. C'est un homme déterminé, il est le seul chef même s'il m'a confié qu'à son âge il fallait qu'il prépare l'avenir et sa succession. Ce qui m'a aussi frappé lors de nos rencontres, c'est sa grande culture, son attachement à l'histoire, notamment française. Il adore Montesquieu et voue une admiration au général de Gaulle qu'il considère comme un révolutionnaire. Je me souviens de notre deuxième rencontre, je lui ai parlé du Tchad où j'ai passé les quinze premières années de ma vie et lui ai dit que mon cœur était africain. Il s'est levé, m'a embrassé en me disant "My brother, my brother !" J'ai cru qu'il allait m'étouffer car il a une

force physique impressionnante. Lors d'une réception, il m'a fait visiter sa maison près de la grande caserne militaire de Bab el-Azizya que les Américains ont bombardée en 1986 et où sa fille adoptive a trouvé la mort. Il y avait encore des morceaux de plâtre par terre et des immenses photos de crânes éclatés. Et il m'a dit "Voilà ce qu'ils m'ont fait." Cette attaque l'a complètement traumatisé. Il avait une trouille bleue, je ne sais pas si elle lui est passée, des services spéciaux américains. C'est vrai qu'il a usé de l'action violente et du terrorisme, mais il y a totalement renoncé. Il n'y a plus rien à lui reprocher aujourd'hui et je pense que la France ne doit pas manquer l'occasion de l'aider, car il est sincère.

Il doit peut-être exister quelques reliquats de pratiques anciennes, comme la torture, dans les prisons libyennes. Si d'aventure cela était vrai, ce n'est pas en refusant d'accompagner Kadhafi et la Libye vers une mutation que l'on rendra service aux droits de l'homme. C'est pour cela que je me suis élevé violemment contre la création d'une enquête parlementaire sur la libération des infirmières bulgares qui ne fait qu'humilier les Libyens. J'espère d'ailleurs que la visite du colonel Kadhafi en France va permettre de gommer cette mauvaise impression. »

## Des contrats de plusieurs milliards



Tripoli pourrait commander une douzaine de Rafale.

► Le fils du Guide suprême, Seif Kadhafi, a annoncé la couleur hier matin dans *Le Figaro* : c'est le commerce qui devrait désormais occuper le champ des relations entre la France et la Libye. Tripoli va acheter des Airbus pour plus de 3 milliards d'euros, un réacteur nucléaire et de nombreux équipements militaires. La fin de l'embargo sur les ventes d'armes à la Libye, en octobre 2004, a levé un gros obstacle. Dassault Aviation, Thales et la Snecma ont déjà signé un contrat de maintenance pour la remise en vol de 12 des 38 Mirage F1 vendus à la Libye, cloués au sol faute de pièces de rechange du fait de l'embargo. Pour

l'avenir, le gouvernement libyen négocie l'achat d'avions de combat Rafale testés par des pilotes libyens durant l'été. Une aubaine pour le groupe Dassault Aviation qui n'a guère eu de succès avec ses chasseurs à l'étranger.

Extension de centrales éoliques existantes

La visite du colonel Kadhafi en France pourrait aussi voir aboutir les négociations engagées par Eurocopter (groupe EADS), le fabricant des hélicoptères militaires (Tigre, Fennec) et civils (Super Puma) pour lesquels Tripoli affiche de gros besoins. Les commandes pourraient porter sur une

douzaine de Rafale, de huit à douze Tigre et autant de Fennec.

Les entreprises françaises n'ont pas attendu la visite officielle de Muammar al-Kadhafi pour se mettre sur les rangs. Le pays ne manque pas de moyens, avec des réserves estimées à 240 milliards de dollars. Profitant de la manne pétrolière et gazière, il renouvelle ses infrastructures à tout va. Beaucoup de projets doivent être terminés avant le 1<sup>er</sup> septembre 2009, pour le 40<sup>e</sup> anniversaire de la révolution. C'est le cas du nouvel aéroport de Tripoli, un mégachantier auquel participe le groupe de BTP, Vinci. L'an dernier, le groupe franco-américain

# Une tente, des femmes et des mystères

► L'Élysée a tenu à le faire savoir, le colonel Muammar al-Kadhafi n'aura pas droit au décorum d'une visite d'Etat. Et pour cause, rares sont les chefs d'Etat qui exigent l'installation d'une tente en guise d'hôtel. Ce sera le cas de Kadhafi, qui ne se déplace jamais sans ses boys, ses amazones et sa tente, sous laquelle il accueille ses invités, « conformément à la tradition du désert et qu'il respecte à la lettre ». L'objet de toutes les discussions, ces derniers jours à Paris, sera planté dans les jardins de l'hôtel de Marigny, résidence officielle des hôtes de l'Etat français. D'ordinaire, l'objet est climatisé. Cette fois, il sera « plutôt chauffé », a tenu à souligner le porte-parole de l'Élysée, David Martinon.

Voici à peu près ce qui filtrait hier encore, aussi bien du Quai d'Orsay que du palais de l'Élysée. D'autres ont parlé de 400 personnes accompagnant le dirigeant libyen. Et que toute cette cour se-

rait transportée par cinq avions dont deux cargos. Ces derniers devant servir à embarquer voitures blindées, camions, la fameuse tente et peut-être des chameaux. On sait, en revanche, de façon certaine, que le président Nicolas Sarkozy recevra Kadhafi demain, à 14 h 30, puis une deuxième fois le mercredi, à 16 heures. Le président français et le leader libyen dîneront ensemble lundi soir.

## Le château de Versailles et la tombe du général de Gaulle

Le reste de l'emploi du temps du Guide que l'on dit « très changeant » est donc à mettre au conditionnel. Bernard Accoyer, président de l'Assemblée nationale, ainsi qu'une soixantaine d'élus devraient avoir l'honneur de recevoir le colonel mardi. Dans la foulée, Kadhafi ira de l'hôtel de Lassay au Ritz, afin d'y rencontrer des personnalités culturelles, puis à l'Unesco, où il verra les représentants de la communauté afri-

caine. Le programme de mercredi demeure flou mais il semblerait que, jeudi, le Guide retrouve les splendeurs de l'hôtel Ritz afin d'y rencontrer le Medef pour ensuite aller découvrir, à quelques encablures de là, le pavillon Gabriel afin d'y recevoir des personnalités féminines éminentes.

Le même jour, il est prévu qu'il s'adresse à la presse et donne une interview à France 2. Qui sera le journaliste choisi pour poser les questions ? Mystère. Un bruit circule néanmoins, le Guide aime être interviewé par une femme. Vendredi, veille de son départ, il devrait aller visiter le château de Versailles et sa galerie des Glaces, récemment rénovée, et peut-être aller fleurir la tombe du général de Gaulle, qu'il admire, à Colombey-les-Deux-Églises. Du côté du protocole, l'affaire s'est révélée ardue mais plus limpide. Ce sera, Brice Hortefeux, ministre de l'Immigration et de l'Identité nationale, qui accueil-

lera le colonel Kadhafi demain à 14 heures, à l'aéroport d'Orly. Ce dernier appréciera-t-il cette évolution de l'étiquette dans l'histoire protocolaire française ? Pas sûr. En effet, lors du dernier

voyage du colonel en France, en novembre 1973, un homme s'était chargé de l'accueil de cet invité sulfureux, le Premier ministre, Pierre Messmer.

Karen Lajon

Poignée de mains entre Mouammar Kadhafi et Nicolas Sarkozy, hier, dans la salle de conférences du deuxième sommet UE-Afrique qui se tient à Lisbonne. Le leader libyen entame demain une visite officielle de cinq jours en France.

## d'euros avec la Libye

Alcatel-Lucent, associé à l'équipementier italien Sirti, a décroché la réalisation d'une liaison de 7.000 kilomètres en fibre optique. Un marché de 160 millions d'euros. La construction de trois usines de dessalement a, par ailleurs, été confiée pour 230 millions d'euros au groupe Sidem, basé à Amiens.

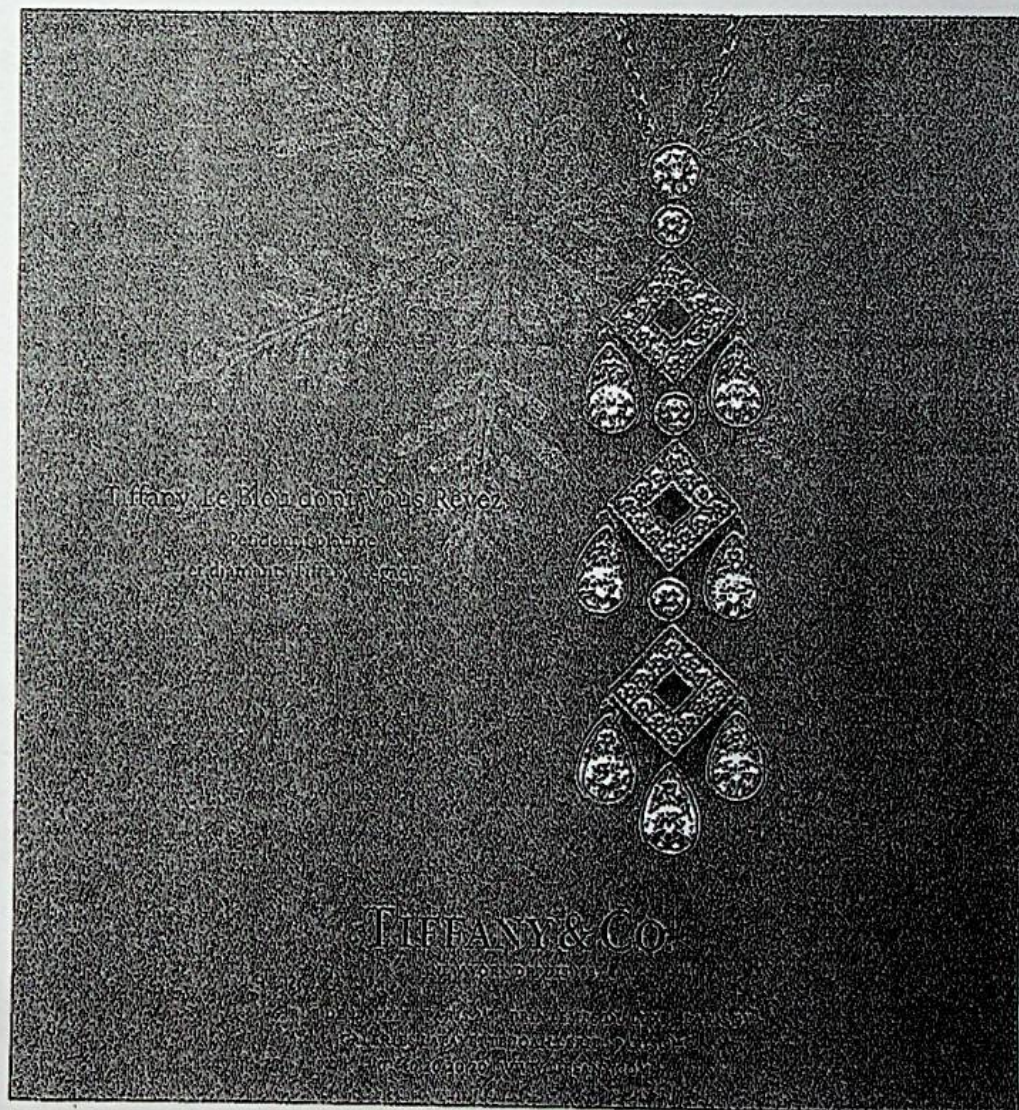
Mais c'est l'accord-cadre signé lors de la visite de Nicolas Sarkozy en Libye, en juillet dernier, qui servira de socle aux futurs marchés bilatéraux. Il couvre l'énergie, la recherche, le nucléaire civil, l'aéronautique, la construction, la culture et le tourisme. « A cette occasion, nous

avons obtenu de la Libye qu'elle ratifie un code qui protège nos investissements sur place », souligne Hervé Novelli, secrétaire d'Etat chargé des entreprises et du commerce extérieur. Depuis juillet, les fameux « MOU » (*Memorandum of understanding*) ou lettres d'intention se multiplient. Les 3 milliards d'euros pour Airbus devraient provenir, notamment, de la mise en commande ferme de deux accords signés en juin, durant le salon du Bourget, avec les compagnies aériennes Libyan Airlines (quinze long- et moyen-courriers) et Afriqiyah Airways (six A350 et cinq A320).

Alstom va travailler à l'exten-

sion de centrales électriques existantes, un marché de l'ordre de 350 millions d'euros. Le groupe Veolia est en négociation pour un contrat de maintenance d'un réseau d'eau potable, portant sur 2 milliards d'euros. Areva a signé pour l'installation d'une station électrique, pour 500 millions d'euros, en juillet dernier et, moyennant 300 millions d'euros, le groupe devrait signer un nouveau contrat pour livrer plusieurs postes électriques renforçant le réseau libyen. Pour les centrales nucléaires, en revanche, on est encore « dans le temps du politique », indique-t-on chez Areva.

Bruna Basini



Tiffany. Le Bleu dont Vous Rêvez.

Pendence Colonne  
de diamants purs et serti.

TIFFANY & CO